

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Michel Aoun, un authentique réformateur

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 25 FÉVRIER 2013

ENGLISH



**Le général Michel Aoun (centre), entouré du président du Comité économique du CPL et ministre des télécommunications Nicolas Sehnaoui (gauche) et du député du Metn et président de la Commission parlementaire des Finances et du Budget Ibrahim Kanaan (droite), lors de la présentation du livre de ce dernier « L'Acquittement impossible ». L'ouvrage détaille 16 dossiers de détournement de fonds publics.**

## Michel Aoun, un authentique réformateur

**P**ar Ghaleb Kandil

La position du leader du Courant patriotique libre (CPL), le général Michel Aoun, au sujet de la loi électorale, a été la cible d'une campagne de dénigrement dans le but de la dénaturer, alors que depuis qu'il était commandant en chef de l'armée et jusqu'à ce qu'il devienne un des principaux leaders politiques du

pays, il a toujours affiché son opposition au confessionnalisme.

Dès le lancement du débat sur la loi électorale, le général Aoun s'est prononcé en faveur d'une circonscription unique au Liban, couplée au mode de scrutin proportionnel. Ce qui donne une égalité des chances à tous les partis politiques afin qu'ils soient équitablement représentés, et met un terme au monopole exercé par certains courants au sein des communautés à la faveur du mode de scrutin majoritaire et du découpage sur mesure des circonscriptions.

Son soutien au projet de loi orthodoxe (qui dispose que chaque communauté élit ses propres députés) a été dicté par le refus de la proportionnelle par le Courant du futur (CDF) et le Parti socialiste progressiste (PSP), ainsi que par des personnalités dont l'existence politiques dépend exclusivement des lois électorales adoptées depuis près de 20 ans. Le leader du CPL a ainsi appuyé le projet orthodoxe qui introduit la proportionnelle et transforme le Liban en circonscription unique pour une fois seulement, afin d'élire un Parlement faisant office d'Assemblée constituante, qui serait appelée à réformer le système en profondeur, y compris une révision de la Constitution. Le caractère représentatif d'un tel Parlement, formé des représentants authentiques de toutes les communautés, ne saurait être remis en doute.

Le projet orthodoxe permet de représenter des courants contestataires au sein de chaque communauté qui étaient complètement marginalisés par le mode de scrutin majoritaire. De même qu'il libère les sièges chrétiens qui étaient otages d'autres communautés à la faveur des lois en vigueur depuis 1992. Ce projet donne à chaque partie son poids réel au sein des communautés dans un système qui est de toute façon confessionnel.

Pour remplacer le projet orthodoxe rejeté par le CDF et le PSP, le général propose l'adoption de la proportionnelle dans une circonscription unique, qui est une formule progressiste et avant-gardiste, et qui permet de développer un véritable partenariat politique entre les partis des différentes communautés sur la base d'un programme national transcommunautaire.

Michel Aoun est porteur d'un projet de réforme et de changement face à des forces politiques traditionnelles qui sont attachées au

pouvoir pour des raisons d'intérêts personnels, preuve en est les révélations faite dans le livre du CPL, *L'Acquittement impossible*, qui montre comment les ressources du pays ont été pillées pendant 20 ans par cette classe politique.

## La tournée de Kelly et les atermoiements états-uniens

Par Ghaleb Kandil

Alors que le secrétaire d'État John Kerry commence une tournée internationale axée sur la situation en Syrie, la Russie multiplie ses critiques de l'attitude ambiguë et de la politique des deux poids deux mesures des États-Unis. Pourtant, Washington avait lancé des signaux sur un changement de politique, essentiellement illustrée par la décision du président Barack Obama de remplacer le trio belliciste composé de Hillary Clinton, Leon Panetta et David Petraeus.

Sur le plan diplomatique, les États-uniens multiplient les déclarations sur la nécessité de trouver une solution à la crise syrienne sur la base de l'accord de Genève, qu'ils tentent de vider de son sens en interprétant arbitrairement certaines de ses clauses. Ils multiplient les mises en garde sur le danger que constitue le Front qaïdiste al-Nosra, mais dans le même temps ils continuent de diriger la guerre en Syrie et d'appuyer les groupes terroristes, comme si rien n'avait changé dans cette crise, d'où ils essaient de s'extirper.

Toutes les données sur le terrain prouvent que les États-Unis poursuivent leur guerre contre la Syrie en collaboration avec leurs partenaires occidentaux, la Turquie et leurs auxiliaires arabes. Les Turcs et les Qataris continuent d'apporter soutien matériel, logistique, financier, médiatique et politique aux terroristes, avec l'appui actif de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de Bahreïn.

La seule solution réaliste au problème syrien reste le plan de sortie de crise proposé le 6 janvier par le président Bachar al-Assad. Mais ce plan est conditionné par la mise en place de mécanismes d'arrêt

de la violence qui passent impérativement par l'assèchement des sources de financement des terroristes, l'arrêt des livraisons d'armes et de munitions et la fermeture des camps d'entraînement installés en Turquie, De même qu'il est nécessaire de démanteler les filières de recrutement et d'acheminement des terroristes du monde entier en Syrie.

Malgré leurs agissements ambigus, les États–uniens ont émis des signaux qui constituent un aveu de l'échec de leur objectif initial qui consistait à renverser le régime du président Assad. Ils ont concédé avec résignation que le dialogue avec le chef de l'État syrien est l'unique voie susceptible d'aboutir à une solution de la crise. Cela ne les empêche pas de manœuvrer dans l'espoir d'améliorer les conditions des négociations. Et c'est dans ce cadre que s'inscrit la « *décision* » de l'opposition syrienne qui a annoncé samedi qu'elle suspendait sa participation à plusieurs rencontres à l'étranger pour dénoncer le « *silence international sur les crimes* » commis par le régime. Dans le même temps, la Coalition de l'opposition a annoncé la prochaine création d'un gouvernement en zone occupées en Syrie.

La colère exprimée par la Russie face à toutes ces tergiversations montre une fois de plus que seule les développements sur le terrain seront capables de débloquer la situation. C'est donc l'Armée arabe syrienne qui aura le dernier mot.

## Déclarations et prises de positions

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« Grâce au projet orthodoxe, les chrétiens ont recouvré leurs droits sans toucher à ceux d'autrui. Toutefois, nous restons ouvert à une autre loi qui réaliserait la justice et la parité pour toutes les communautés. »*

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises (14–Mars)

*« Celui qui a souligné en 2008 que Fouad Siniora le représente plus que Michel Aoun ne peut pas être taxé de confessionnel ou sectaire. Nous voulons une nouvelle loi électorale, non pas parce que les chrétiens veulent se venger des années passées, mais parce*

*que le pays a besoin d'une nouvelle loi électorale, sans pour autant réveiller les démons du passé. Nous voulons une loi électorale qui soit agréée par tous. Nous sommes contre le défi et contre l'attitude de ceux qui ont crié victoire ces derniers jours. Toute victoire d'un Libanais sur l'autre au niveau de problèmes internes ne pourrait être qu'éphémère. Nous lançons un appel à nos alliés au sein du 14-Mars afin de déployer tous les efforts possibles pour aboutir à un consensus. La loi électorale est une revendication populaire pressante. Il était donc nécessaire d'aborder cette question avec le plus grand sérieux. Nous sommes contre le sectarisme, contre l'exacerbation des passions confessionnelles, contre le défi, mais nous voulons une nouvelle loi électorale. Nous sommes pour l'entente, mais à condition d'aboutir à une nouvelle loi électorale. »*

**Walid Joublatt**, leader druze libanais

*« Soulever continuellement le débat sur les armes (du Hezbollah) n'est pas une solution. Cette affaire a été parfaitement résumée par le président de la République Michel Sleiman quand il a appelé au dialogue pour discuter de la stratégie de défense dans le cadre de la table de dialogue : comment profiter des armes de la Résistance pour défendre le Liban et répondre aux interrogations suivantes : pourquoi ces armes sont-elles utilisées, quand, comment, où ? Plus les Libanais s'approcheront d'une entente autour d'une stratégie nationale de défense qui donnerait à l'État la prérogative exclusive de défendre le territoire, comme cela est le cas partout au monde, plus la protection du Liban sera assurée. Plus les divisions autour de ces armes s'accroîtront, plus le front interne s'affaiblira et le pays sera exposé à tous les dangers. »*

**Amine Gemayel**, ancien président de la République (14-Mars)

*« Je suis très inquiet pour les chrétiens de Syrie. Surtout à cause de la logique fanatique prônée par certaines factions. Cette logique est dangereuse pour les chrétiens mais aussi pour les musulmans qui ne partagent pas leur point de vue. Nous prônons le respect des droits de l'homme et l'acceptation de l'autre. »*

**Ahmed Fatfat**, député du Courant du futur (14-Mars)

*« L'objectif du projet orthodoxe consiste à imposer un 7 mai*

*législatif, pour consacrer l'hégémonie du Hezbollah et ses alliés sur l'État libanais. Nos remarques sur le projet du président de la Chambre Nabih Berry sont de première importance. Ce projet n'assure pas l'équilibre politique requis. Les contacts en cours entre le Courant du futur et les parties chrétiennes du 14-Mars se poursuivent. Des développements auront lieu dans les prochaines 24 heures et je parle de faits tangibles. »*

**Ali Abdel Karim Ali**, ambassadeur de Syrie au Liban

*« À ceux qui tentent de faire croire que la Résistance libanaise apporte son aide à l'intérieur syrien, nous leur renvoyons l'ascenseur. Sayyed Nasrallah a affirmé qu'il y a des Libanais vivant de l'autre côté de la frontière et qu'ils se sentent concernés par la lutte contre les groupes armés quand ceux-ci s'attaquent à eux. À part cette réalité, tout n'est que paroles. Ceux qui lancent de telles suppositions sur l'implication du Hezbollah doivent jouir d'un minimum de crédibilité. Les événements prennent un cours positif dans l'intérieur syrien, les solutions politiques et les appels au dialogue commencent à donner de bons résultats. Les réfugiés syriens sont en contact quotidien avec l'ambassade et ils travaillent activement à rentrer chez eux le plus tôt possible. »*

**Moustapha Nasser**, ancien conseiller de Rafic Hariri

*« Rafic Hariri était un vrai résistant et son souci était la cause palestinienne. Il était avec la Résistance jusqu'à la dernière minute et il l'a dit à Hassan Nasrallah. La relation entre les deux hommes était bâtie sur la confiance. Hariri a tendu la main à la Résistance et à Nasrallah et n'a jamais envisagé de désarmer le Hezbollah. À la veille de son assassinat, il était sur le point de s'allier au Hezbollah aux élections législatives. Après son assassinat, son fils Saad a voulu poursuivre sur le même chemin, et cela s'est illustré par l'accord de Riad. Mais lorsque j'ai soumis le texte de cet accord au Premier ministre de l'époque, Fouad Siniora, il l'a déchiré et m'a dit : 'Saad ne peut pas mettre en œuvre cet accord, je ne l'accepte pas'. »*

## Événements

- La page d'accueil du site officiel du Parlement libanais a été changée samedi par des hackers. Ainsi, au lieu de la page d'accueil officielle, trônait un portrait du cheikh salafiste Ahmad el-Assir ainsi qu'un message anti-Hezbollah et régime syrien. Le site n'était plus accessible en milieu de matinée. Plusieurs sites officiels libanais avaient été piratés en 2012.

- Les drones de la CIA, au Pakistan et ailleurs dans le monde, ont causé la mort de 4 700 personnes, a révélé le sénateur US Lindsey Graham, mardi lors d'une réunion publique dans son État. Alors que le gouvernement n'a jamais donné de bilan des attaques de ces drones, le porte-parole de Lindsey Graham a indiqué à l'AFP qu'il ne faisait que citer un chiffre calculé par une ONG et fréquemment cité dans les médias états-uniens, et qu'il n'avait divulgué aucun comptage officiel.

- Le quotidien *As-Safir* rapporte que le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, se rend en à Moscou du 26 février au 1er mars à l'invitation du patriarche de Russie, Cyril 1er. Les entretiens entre les deux patriarches porteront essentiellement sur la situation des chrétiens d'Orient et sur la nécessité de rapprocher les Église catholique et orthodoxe.

- Le juge d'instruction militaire, Imad el-Zein, a émis mercredi un mandat d'arrêt à l'encontre d'un Libanais accusé de combattre aux côtés de l'Armée syrienne libre (ASL). Le suspect est originaire de la région de Macharii el-Qaa, dans le nord-est du Liban. Il est soupçonné de combattre auprès des rebelles, de participer au trafic d'armes et au transfert de blessés à travers la frontière.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 22 février 2013)

Le Premier secrétaire et Consul du Liban en France, Walid Minkara, a rendu visite au détenu Georges Ibrahim Abdallah dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour obtenir sa remise en liberté. Cette visite intervient quelques jours après la décision

de charger le directeur général du ministère de la Justice de suivre le dossier avec les autorités françaises en coordination avec l'ambassadeur du Liban à Paris.

Plusieurs associations de la société civile à Beyrouth, réunies à l'Unesco, ont publié « *La Déclaration de Beyrouth pour la solidarité avec Georges Abdallah* ». L'absence des députés de Beyrouth, notamment de ceux du Courant du

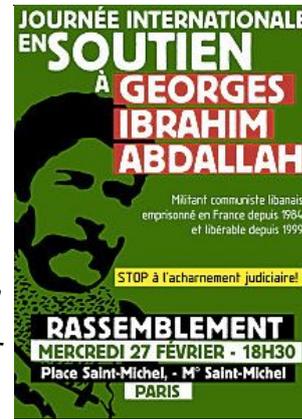
futur, n'est toutefois pas passée inaperçue, alors qu'une délégation de la Rencontre beyrouthine a assisté à ce rassemblement. La déclaration appelle le comité ministériel chargé du suivi de l'affaire à passer à la vitesse supérieure en dépêchant un émissaire officiel en France, et en pressant les autorités françaises de faire régulièrement le point sur l'état d'avancement du dossier pour parvenir à la libération du détenu. Le texte appelle par ailleurs tous les Beyrouthins, toutes tendances confondues, à participer massivement au sit-in devant l'Ambassade de France le 3 mars prochain. Il rappelle en outre au gouvernement libanais que « *les Français, dans l'affaire de la Française Florence Cassez, qui était détenue au Mexique, ont annulé l'année du Mexique en France* » afin de faire pression sur ce pays et d'obtenir la remise en liberté de leur concitoyenne. Les parties réunies à l'Unesco exhortent les autorités libanaises à faire de même, en annulant ou en suspendant la conférence de l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français.

**As-Safir** (22 février 2013)

Sami Kleib

Depuis le début de la crise puis de la guerre en Syrie, l'opposition syrienne n'a pas cessé d'accuser le Hezbollah et l'Iran d'implication dans les événements. C'est notamment le cas de Burhaneddine Ghalioun, de l'ancien leader des Frères musulmans, Sadreddine Bayanouni et de l'ancien Premier ministre dissident, Riyad Hijab, qui a affirmé que la Syrie était occupée par l'Iran et dirigée par le chef de la brigade al-Qods des Gardiens de la révolution, Kassem Sleimani.

Le Hezbollah s'efforce de lutter contre la discorde sunnite-chiite



tout en appuyant ouvertement le Syrie. Il estime que la bataille menée par le régime sous la direction du président Bachar al-Assad est la sienne, celle de l'Iran et de l'ensemble de l'axe de la Résistance, y compris la Palestine. La position du parti rejoint la décision centrale du guide de la révolution iranienne, Ali Khamenei, qui a mis un terme aux hésitations des dirigeants au début de la crise syrienne, en estimant que la chute d'Assad est « *une ligne rouge* ».

Dans ce contexte, il était naturel que le chef d'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL) menace de s'en prendre au Hezbollah. Ces déclarations ont été précédées par l'assassinat en Syrie du président du Comité de reconstruction du Liban, Houssam Khosh Nevis, et ont coïncidé avec des informations sur l'aide directe apportée par des services de renseignement occidentaux –notamment français et britanniques– aux rebelles et d'une implication israélienne dans des assassinats en Syrie qui ont touché des chercheurs et des savants. Il ne fait pas de doute que le Hezbollah ne garde pas les bras croisés face à ce qui se passe en Syrie, surtout qu'il estime qu'en aidant le régime, il éloigne de lui le danger. Des informations indiquent que des attentats contre la banlieue été déjoués dans la banlieue sud de Beyrouth.

La politique de dissociation du gouvernement libanais n'a pas empêché des éléments du Front al-Nosra de s'infiltrer au Liban. Et si l'armée syrienne continue sa progression, les membres de ce groupe n'auront d'autre choix que de se réfugier au Liban, surtout que la frontière jordanienne est hermétiquement fermée sur ordre du roi Abdallah II. Il y a quelques jours, le monarque a promis à ses interlocuteurs russes à Moscou de contribuer à la lutte contre Al-Qaïda et les jihadistes.

### **As-Safir** (21 février 2013)

Daoud Rammal

Des sources diplomatiques soulignent les craintes grandissantes de certains pays étrangers de voir un incident sécuritaire survenir au milieu de l'exacerbation de la polémique politique dans le pays. Un responsable rapporte que des contacts et des consultations ont été entamés au niveau des hauts responsables, aussitôt la « loi orthodoxe » avalisée en commission. Les parties prenantes ont

convenu de la nécessité de resserrer les coudes afin de parvenir à une entente, étant donné que Nabih Berry n'a pas convoqué de séance plénière en vue de soumettre au vote le projet de loi. La même source ajoute que toute entente sera susceptible d'enterrer définitivement la loi de Doha (loi de 1960) et de freiner l'élan du projet de loi orthodoxe afin d'empêcher son transfert au Parlement. Une fois les différentes formations parvenues à une entente, la commission de la supervision sera mise en place. La prorogation purement technique du mandat du Parlement, le cas échéant, pour une période de 3 mois sera envisageable, ajoute la source. Les tractations seraient en cours entre Michel Sleiman et Nabih Berry par l'intermédiaire du conseiller du président, l'ancien ministre Khalil Hraoui. Les deux hommes œuvrent à désamorcer la tension. Au sortir de son entretien avec Berry, Hraoui a constaté la détermination de Berry à mettre en place une « loi de rencontre » entre toutes les formations, en considérant que sa propre proposition de loi (formule mixte 50-50) présentée par le député Ali Bezzi pourrait servir de base pour toutes discussions dans ce sens. Berry a, à cet effet, multiplié les contacts avec les composantes de la majorité. Le président de la République a, de son côté, entrepris des contacts avec les forces de l'opposition (14-Mars). Selon cette source, les jours à venir détermineront le sort des élections législatives.

### As-Safir (18 février 2013)

Nabil Haitham

Les visiteurs libanais qui rencontrent le président Bachar al-Assad ces temps-ci le sentent plus que jamais convaincu que « *la guerre mondiale* » menée contre la Syrie depuis 23 mois « *a échoué* ».

La sérénité affichée par le président Assad ne vient pas seulement des réalisations de son armée sur le terrain, qui continue à avoir l'initiative, ni du soutien populaire dont elle jouit, et dont la meilleure illustration est l'« **Armée populaire nationale** ». Elle vient surtout de la frustration ressentie par ses ennemis, qui tentent de compenser leurs revers par une intensification des campagnes médiatiques pour inventer des victoires fictives et pour fixer de nouvelles dates pour la chute du régime, la dernière étant juin prochain. Dans le même temps, l'embarras des Américains, des

Arabes et des Turcs est clair, alors que sur le terrain les groupes armés ont perdu l'initiative.

Le chef de l'État syrien a rendu un vibrant hommage à Béchara Raï, « *le patriarche courageux* ». Il affirme par ailleurs que la crise actuelle a permis à l'État syrien blessé de distinguer son ami de son ennemi. « *Nous n'oublierons jamais ceux qui sont restés à nos côtés en ces moments difficiles* », a-t-il dit.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(22 février 2013)

Lors de leur dernière rencontre à Baabda, le président de la République, Michel Sleiman, a exposé au patriarche maronite Béchara Raï « *le danger* » que constitue pour le Liban le projet électoral orthodoxe et a informé le primat qu'il était décidé à aller jusqu'au bout dans son opposition. Le chef de l'État a indiqué que deux composantes essentielles du tissu libanais, les sunnites et les druzes, ainsi que les indépendants, sont contre ce projet qui ne passera pas car il va provoquer une grande cassure. Michel Sleiman a rappelé que le gouvernement avait présenté un projet de loi électorale et les différentes parties peuvent y apporter des amendements afin qu'il devienne acceptable de tous.

Pour sa part, le président du Parlement, Nabih Berry, a précisé qu'il n'avait fixé aucun délai avant de convoquer une séance plénière pour voter le projet orthodoxe, ajoutant qu'il prenait son temps pour convaincre les protagonistes de s'entendre sur une loi consensuelle.

**An-Nahar** a appris que le président Berry poursuit ses contacts avec toutes les parties pour intensifier les concertations. « *Je n'ai fixé un délai ni d'une semaine, ni de deux ni même de 70 jours pour une séance plénière* », a-t-il dit.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Khalil Fleihane (21 février 2013)

Le gaz et le pétrole situés dans la Zone d'exclusivité économique du Liban ont l'effet d'un aimant sur les grandes puissances. Première illustration de ce phénomène la visite hier au Liban du secrétaire d'État au Foreign Office, William Hague, qui doit rencontrer le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Gébran Bassil, après avoir été reçu hier par le chef du gouvernement Najib Mikati. Les

deux hommes ont évidemment discuté de la nécessité de préserver la stabilité du Liban à l'ombre de la crise syrienne, ainsi que du dossier problématique des réfugiés syriens au Liban. M. Hague devrait également rencontrer aujourd'hui le président de la République, le président de la Chambre et le commandant en chef de l'armée, pour officialiser encore plus le soutien de la Grande-Bretagne aux institutions et à l'armée libanaises.

Toutefois, sa principale rencontre aura lieu avec le ministre Bassil. Des sources diplomatiques affirment que M. Hague a pris connaissance par le biais de l'ambassadeur de son pays au Liban, Tom Fletcher, du rapport qui lui a été adressé la semaine dernière au sujet du lancement par le ministre Bassil de la campagne de pré-qualification des sociétés appelées à participer à l'appel d'offres pour la prospection du pétrole et du gaz au large du littoral libanais, du 15 février au 28 mars prochain.

Ces sources notent que le dernier chef de la diplomatie britannique à s'être rendu à Beyrouth était David Miliband, en 2008, dans des circonstances différentes.

La visite de M. Hague revêt une dimension politique non négligeable, précisent-elles, en vertu du contexte politique régional. M. Hague exprimera ainsi son soutien à la politique de dissociation menée par le gouvernement vis-à-vis du conflit syrien et sa satisfaction de voir le Liban remplir son devoir humanitaire vis-à-vis des réfugiés syriens. William Hague aurait d'ailleurs promis à M. Mikati d'œuvrer pour assurer les fonds nécessaires afin d'aider les réfugiés, dont le nombre devrait atteindre les 450 000 d'ici à juin prochain.

Le chef de la diplomatie britannique aurait également demandé au Premier ministre d'aider les autorités bulgares dans les faits pour démasquer les poseurs de bombe de l'attentat de Burgas, en Bulgarie.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Ibrahim Bayram (20 février 2013)

Des sources bien informées racontent les détails de ce qui s'est en fin de semaine dernière dans ce que l'on appelle maintenant le bassin de l'Oronte. Il est désormais connu qu'il existe en Syrie un groupe de villages considérés comme un prolongement

géographique et démographique à la région libanaise du Hermel. Ils sont habités par quelques 20 000 Libanais, qui ont décidé de former des comités de défense pour se protéger des attaques des rebelles syriens. Effectivement, ils ont réussi à repousser, ces 18 derniers mois, les assauts des groupes armés de l'opposition syrienne. Récemment, ces comités de défense ont appris que les rebelles syriens s'apprêtaient à lancer une nouvelle offensive contre leurs villages. Ils ont alors décidé de lancer une attaque préventive contre certaines localités syriennes d'où ils ont chassé les rebelles. En bref, ils ont réussi à imposer de nouvelles réalités sur le terrain, qui ont coïncidé avec une progression des troupes régulières syriennes à l'intérieur et aux alentours de la ville de Homs. Les opposants armés ont alors provoqué un tapage médiatique.

La surprise est venue du fait que le Hezbollah a préféré garder le silence. D'aucuns estiment que le parti a sciemment voulu entretenir « *le mystère constructif* » au sujet de ces événements, en ne prenant pas la peine de s'exprimer sur le sujet. Ce silence constitue, cette fois, un message, surtout que dans le bassin de l'Oronte, il ne s'agit plus seulement d'une question d'auto-défense. Les combats se sont transformés en assauts et le périmètre des affrontements s'est élargi. Le Hezbollah veut tracer de nouvelles lignes rouges.

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 22 février 2013)

Bassam al-Kantar

Akkar à Beyrouth, le cercle de solidarité avec le prisonnier libanais, Georges Ibrahim Abdallah, s'élargit pour inclure de larges tranches des forces civiles, politiques et sociales, à l'heure où l'affaire de la libération du combattant détenu arbitrairement dans les prisons françaises est en suspens, en attendant la séance du Tribunal d'application des peines de Paris prévue le 28 février.

La nouveauté dans cette affaire, au niveau des démarches diplomatiques du gouvernement libanais, est le contact téléphonique entrepris par la ministre française de la Justice, Christiane Taubira, avec son homologue libanais Chakib Cortbaoui —un contact survenu après plus de cinq semaines de harcèlement subi par la ministre française de la part de Cortbaoui via des appels

téléphoniques, par des mails et par le biais de l'ambassade du Liban à Paris—.

*Al-Akhbar* a appris de Cortbaoui que l'entretien était cordial et que Taubira a tout d'abord présenté ses excuses pour appeler ainsi tardivement, ayant été retenue par les travaux de l'Assemblée nationale. Elle a également affirmé, selon le ministre, que la position du ministère français de la Justice consistait à ne pas intervenir dans les décisions de la justice française. De son côté, Cortbaoui a rappelé à son interlocutrice les appels successifs du Parquet français que le ministère de la Justice permet de faire, appelant à l'application de la décision de la justice française. Dans ce cadre, Cortbaoui a fait part de l'intention du gouvernement libanais de dépêcher à Paris une délégation officielle, qui sera présidée par le directeur général du ministère de la Justice, Omar al-Natour, afin de discuter de l'affaire sans intermédiaire. Le ministre de la Justice a souligné que Taubira avait salué cette mesure et exprimé sa disposition à recevoir la délégation. Selon les informations, al-Natour se trouve actuellement à l'étranger. Il entamera les préparatifs de sa visite en France en coordination avec l'ambassadeur Boutros Assaker. Et sa visite à Paris est prévue la semaine prochaine. À son tour, le ministre du Travail, Salim Jreissati, a fait savoir à *Al-Akhbar* avoir abordé l'affaire avec l'ambassadeur de France à Beyrouth, Patrice Paoli, avec qui il s'est entretenu pendant plus d'une heure et demie.

**Al-Akhbar** (19 février 2013)

Nasser Charara

Pour la première fois, le député Walid Joumblatt se rend en Arabie saoudite porteur d'idées pour régler la crise au Liban et non pas une valise vide qu'il souhaite remplir d'argent. Des sources bien informées citent plusieurs indices pour dire que Joumblatt était un homme différent lors de sa dernière visite à Riyad. Il veut que les Saoudiens l'écoutent plus que lui ne les écoute. La question est de savoir si ses hôtes sont assez tolérants pour cela. Le plus important indice, qui constitue un précédent, est qu'avant de se rendre en Arabie saoudite, le leader du Parti socialiste progressiste (PSP) a ouvert des canaux de coordination avec le Hezbollah, et il a même personnellement participé à ces efforts. Quelques heures avant son

voyage, le député Akram Chehayeb s'est réuni au député du Hezbollah Ali Fayyad et au responsable de la sécurité, Wafic Safa, pour examiner le dossier des élections législatives et les démarches internes et externes de M. Joumblatt.

L'idée motrice de M. Joumblatt et que sa visite à Riyad devrait servir à produire une solution à la crise des élections législatives et à la période post-électorale. Sa vision part du principe que toute élection au Liban a besoin d'un parrainage régional, et l'incapacité de la Syrie à jouer ce rôle actuellement doit être compensée par une nouvelle formule : remplacer l'équation S-S (Syrie-Arabie saoudite) par I-S (Iran-Arabie saoudite).

Des sources bien informées indiquent que cette idée est venue à M. Joumblatt après sa visite à Moscou, où il a entendu des propositions nouvelles pour régler la crise syrienne. Le chef du PSP a réalisé que les contacts internationaux pour régler le problème en Syrie aboutissent à un effort russo-iranien concerté, qui est ensuite soumis par les Russes à Washington. Ces efforts proposent le lancement d'une démarche diplomatique pour trouver une solution au dossier syrien basé sur l'établissement d'un lien entre trois crises : la Syrie, la question nucléaire iranienne et Bahreïn.

C'est ce qui a poussé M. Joumblatt à établir un lien entre sa visite à Moscou et son voyage à Riyad. L'indice décisif prouvant le succès de ses démarches en Arabie saoudite serait une éventuelle rencontre entre lui et le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah.

Des sources sûres ont indiqué que le chef du PSP a expliqué aux Saoudiens qu'ils ont intérêt à se tenir informé des démarches russo-iraniennes pour le règlement de la crise syrienne, en acceptant de constituer avec l'Iran un duo pour parrainer la situation au Liban, dans le but de sauver les élections législatives et de consolider la scène interne face aux débordements de la *fitna* sunnite-chiite.

### **Al-Akhbar** (18 février 2013)

Rameh Hamiyé

Des groupes armés de l'opposition syrienne ont attaqué des villages syriens habités par des Libanais près de la frontière avec le Hermel et la province de Homs. Plusieurs libanais ont été tués ou

blessés dans ces affrontements. Les hommes armés ont incendié des maisons appartenant à ces Libanais. Des sources bien informées ont indiqués que les rebelles syriens ont utilisés des mitrailleuses moyennes et lourdes et des canons de mortier pour attaquer ces villages, dont les habitants ont porté les armes pour défendre leurs biens et leurs propriétés.

Citant des sources du Hezbollah, des agences internationales avaient rapporté que trois Libanais ont été tués et quinze autres blessés dans ces combats qui se sont déroulés dans la nuit de samedi à dimanche. Un des morts s'appelle Oussama Messarra, qui avait été chassé il y a quelques jours avec les membres de sa famille et ses proches de son village d'Oum Damamel vers la localité de Hammam, ainsi que Ali Medlege. Ils ont été inhumés dans les villages de Soueidiyé et Fadiliyé, en Syrie.

Des sources du bassin de l'Oronte ont indiqué que les villages de Khalidiyé, Masriyé, Zita, et les environs de Hoch sayyed Ali ont subi deux attaques de la région de l'ouest de l'Oronte, lancées par plusieurs groupes de rebelles basés à Qoussair. Les combats ont opposé à courte distance les deux parties qui ont fait usage d'armes légères. Des habitants de Zita ont rapporté que des groupes du Front al-Nosra et de l'Armée syrienne libre ont massé ces cinq derniers jours d'importantes troupes pour attaquer plusieurs villages syriens habités par des familles libanaises comme Oum Damamel, Abou Houry et Nahriyé. Ils ont chassé des Libanais des familles Hoq et Ajami, se sont emparés de leurs biens et de leurs propriétés, ainsi que de 1 500 dounoums de terre leur appartenant. Ces sources expliquent que l'objectif des rebelles syriens est de contrôler une plus grande superficie afin de pouvoir manœuvrer au cas où ils sont attaqués par l'armée syrienne.

Des sources des comités populaires qui défendent les villages habités par des Libanais ont indiqué que leurs combattants ont utilisé des mortiers pour bombarder les bastions des rebelles syriens à Qoussair et pour riposter aux sources des tirs. Des notables du bassin de l'Oronte ont par ailleurs démenti les informations selon lesquelles le Hezbollah participait aux combats, estimant que l'objectif de telles rumeurs est de mêler le nom du parti à ces événements. Ceux qui se battent sont les habitants de ces villages qui défendent leurs biens terres et leurs biens. Ils sont

partisans du Hezbollah et d'autres partis libanais, ont-elles ajouté.

**Al-Hayat** (Quotidien à capitaux saoudiens, 22 février 2013)

Des sources informées rapportent que le projet orthodoxe a provoqué des clivages au sein même des Kataëb et des Forces libanaises. Les députés Kataëb Nadim Gemayel, Elie Marouni et Fadi el-Haber, qui s'étaient retirés de la séance des commissions parlementaires conjointes, sont enclins à voter contre le projet dans l'hypothèse où il serait transféré au Parlement, leurs confrères des FL Joseph Maalouf et Antoine Abou Khater feraient de même. Leur absence de la plénière ferait baisser le nombre des députés favorables au projet en question à 63 ou 64 députés, laissant prévoir que le quorum (50+1) ne sera pas atteint. Des informations circulent dans les milieux parlementaires selon lesquelles les députés du Parti social national syrien (PSNS), Assaad Hardane et Marwan Farés, et du Baas, Assem Kanso, s'opposeront aussi à la proposition orthodoxe.

**Fides** (Agence missionnaire du Vatican, 21 février 2013)

Un fidèle de la communauté arménienne apostolique a été tué à bout portant par des terroristes en proie à la fureur religieuse. Yohannes A. (l'Agence *Fides* préfère ne pas diffuser le nom de la victime pour préserver la sécurité de sa famille), selon la communauté arménienne locale, est « *un martyr du conflit syrien* ». L'homme se trouvait dans un convoi se dirigeant vers Alep. Le minibus à bord duquel il se trouvait a été arrêté sur le parcours par un groupe de miliciens islamistes qui a demandé leur carte d'identité aux voyageurs. Ayant remarqué que le nom de Yohannes s'achevait en « ian », ils l'ont identifié comme arménien. Ils l'ont donc arrêté et fouillé, découvrant qu'il portait une grande croix autour du cou. À ce moment-là, l'un des terroristes a ouvert le feu sur la croix, déchiquetant la poitrine de l'homme. Selon une source de Fides au sein de la communauté arménienne, « *les terroristes étaient exaltés, hors d'eux-mêmes, comme s'ils avaient fait usage de drogue* ».

Les modalités mises en œuvre dans le cadre de ces barrages routiers disséminés sur les routes de Syrie sont communes aux différentes bandes. Les autobus sont arrêtés aux barrages et les voyageurs dérobés ou sélectionnés en vue d'enlèvements ciblés,

comme cela a été le cas des deux prêtres Michel Kayyal (arménien catholique) et Maher Mahfouz (grec orthodoxe) enlevés le 9 février et se trouvant encore entre les mains de leurs ravisseurs. Un autre épisode signalé à *Fides* concerne un groupe de chrétiens qui se rendait de Qamishli à Beyrouth afin de fuir la dramatique situation locale. Le bus sur lequel ils voyageaient a été frappé de plein fouet par une roquette qui a tué deux personnes : un homme dénommé Boutros et une femme de 22 ans dénommée Naraya, qui aurait dû se marier prochainement. Les bandits ont tout volé.

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News (Liban)

---

Source : « Michel Aoun, un authentique réformateur », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 25 février 2013, [www.voltairenet.org/article177605.html](http://www.voltairenet.org/article177605.html)